

APPEL

Maintenant, construisons la fraternité

Dimanche 11 janvier, s'est exprimée dans un immense élan collectif la prise de conscience qu'une société désunie est une société désarmée. Mais ce mouvement, pour être durable, doit s'organiser et impliquer chacun d'entre nous, bien au-delà de notre conception actuelle de la démocratie qui privilégie l'action politique en négligeant l'action citoyenne. C'est pourquoi si l'on ne veut pas décevoir, le moment est venu de changer de paradigme en faisant de l'action politique le levier de l'action citoyenne, comme nous y invite le Pacte républicain qui projette la liberté et l'égalité vers la fraternité.

C'est nécessaire pour tous les habitants que la déliquescence du lien social et l'effacement des repères fragilisent à tous les âges de la vie. C'est tout particulièrement nécessaire pour les habitants des quartiers ghettoisés où l'action des pouvoirs publics ne sera décisive que si elle s'accompagne d'une mobilisation de toutes les énergies disponibles, de toute la société. Ce qui requiert de cesser d'appréhender la diversité comme un handicap pour en faire un atout déterminant de la réussite collective dans un monde de plus en plus métissé.

C'est à ces conditions que l'on pourra répondre efficacement au besoin de sécurité qui s'exprime légitimement. Car peut-on croire qu'il puisse y avoir durablement de la sécurité sans fraternité, comme d'ailleurs de la fraternité sans sécurité? C'est l'interdépendance des deux qui peut vaincre la peur. D'ailleurs, la fraternité n'est pas gravée au fronton des mairies de France par hasard mais parce qu'elle a vocation à imprégner la réalité de la vie locale. Et c'est possible car nos concitoyens n'ont pas seulement le mérite de savoir se rassembler pour dire non à la barbarie. Ils savent également innover pour faire échec à l'indifférence, au repli sur soi et à la haine qui en résulte, même si leurs démarches restent trop souvent anecdotiques faute d'en-

couragement de toutes les autorités. Une illustration de plus d'un immense déficit de volonté politique, qui favorise la résurgence des appartenances d'origine faute de projet de société fédérateur.

C'est pourquoi nous appelons solennellement les plus hautes autorités de l'État, mais aussi les responsables locaux, à affirmer avec force leur intention d'inscrire le volet fraternité de la République dans leurs toutes premières priorités. Et, nous les appelons, pour répondre concrètement aux attentes de nos concitoyens, à bâtir sans attendre des plans d'action ambitieux sur le terrain éducatif, culturel, social, économique... L'objectif étant notamment de favoriser toutes les dynamiques individuelles, associatives ou institutionnelles aptes à construire de nouvelles relations d'écoute, d'entraide et de respect entre les cultures, les âges et les territoires. Et pour que chacun se sente concerné, il s'agit de promouvoir sans ambiguïté l'importance de rapports harmonieux entre droits et devoirs, entre liberté individuelle et responsabilité collective, entre diversité culturelle et unité nationale. Une exigence qui doit permettre de remettre en cause nos comportements et nos modes de fonctionnement, pour déboucher sur des résultats concrets dans la revitalisation de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

Et pour illustrer au plus vite cette ambition, il pourrait, par exemple, être organisé dès cette année une semaine nationale de la Fraternité au cours de laquelle toutes les autorités et forces vives des territoires engageraient de nouvelles démarches en ce sens. Une semaine qui, loin d'être un nouveau terrain de jeu pour communicants, pourrait constituer la première étape symbolique de ce grand projet de société qui, seul, peut empêcher l'embrasement. C'est lorsqu'il se situe sur ce terrain-là que notre pays redevient la terre de lumières qui le grandit et nous grandit.

PREMIERS SIGNATAIRES : Ghaleb Bencheikh, Conférence mondiale des religions pour la paix ; Jean-Baptiste de Foucauld, Pacte civique ; Jean-Louis Sanchez, Collectif Appel à la Fraternité ; Jérôme Vignon, Semaines sociales de France ; Dominique Balmay, Uniopss ; Véronique Fayet, Secours Catholique ; Louis Gallois, Fnars ; Antoine Guggenheim, philosophe ; Bariza Khiari, sénatrice de Paris ; Didier Lesueur, Observatoire national de l'action sociale (Odas) ; Dominique Méda, sociologue ; Françoise Parmentier, association Confrontations ; Atanase Périfan, Fête des Voisins.